



**COMITE REGIONAL
UFOLEP REGION SUD PACA
Association Loi 1901**

**Siège social : 45 Rue de la Maurelle
13013 MARSEILLE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS
LE 31 DECEMBRE 2023**

CHARLES AUDIT & CONSEILS

Société à responsabilité limitée au capital de 200 000€
inscrite au tableau de l'ordre de Marseille & sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes, rattachée à la CRCC de Aix-Bastia
243 Place Général de Gaulle - 13300 Salon de Provence
820 712 396 R.C.S SALON-DE-PROVENCE - SIRET : 820 712 396 000 36

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre bureau exécutif en date du 1^{er} février 2022, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association Comité Régional UFOLEP Région Sud PACA, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserve

Motivation de la réserve

A la clôture de l'exercice, nous avons constaté que le bien immobilier acquis le 20/02/2020 a été comptabilisé pour son montant global au poste construction et amortit sur 25 ans. La méthode par composants n'a pas été appliquée à cette acquisition et la part du terrain n'a pas été isolée dans un poste spécifique.

L'impact de ces erreurs, non chiffré, se caractérise par une surévaluation des amortissements comptabilisés depuis l'acquisition du bien immobilier, ce qui ne répond pas aux règles et méthodes comptables applicables selon la législation française.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de mon appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, j'ai vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans les notes de l'annexe aux comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de ma démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de mon opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les rapports d'activités, moral et financier du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'groupement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'groupement ou de cesser son activité.

Les comptes ont été arrêtés par le bureau. Il m'appartient, sur la base de mon audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre groupement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'groupement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Salon de Provence, le 27 mai 2024

Gérald RECH
Commissaire aux comptes
Inscrit sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes,
rattaché à la CRCC de Aix-Bastia



Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	99 000	15 299	83 701	87 661
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	719	719		
	Autres immobilisations corporelles	1 326	970	356	999
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	101 045	16 987	84 057	88 660
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	55 266		55 266	50 893
	Créances reçues par legs ou donations				105 643
	Autres créances				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	57 140		57 140	55 620
	DISPONIBILITES	356 449		356 449	430 294
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	1 669		1 669	3 560
	TOTAL (II)	470 525		470 525	646 009
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		571 569	16 987	554 582	734 669
(1) dont droit au bail (2) dont à moins d'un an (3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	200 000	200 000
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	6 000	6 000
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	205 700	173 700
	Autres		
	Report à nouveau	47	192
	Excédent ou déficit de l'exercice	10 904	31 855
	Total des fonds propres (situation nette)	422 651	411 747
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	422 651	411 747
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		37 000
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		37 000
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	54 237	62 113
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 910	89 850
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	26 957	22 261
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	157	104 546
	Produits constatés d'avance	20 670	7 152
	Total des dettes	131 931	285 922
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		554 582	734 669
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		10 903,71	31 854,70
(1) Dont à moins d'un an		85 626	231 685
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	9 557	8 831
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	95 557	94 471
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	37 036	143 501
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	124	675
	Utilisations des fonds dédiés	37 000	46 960
	Autres produits	2 131	142
	Total des produits d'exploitation	181 405	294 578
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	108 542	166 837
	Aides financières		6 432
	Impôts, taxes et versements assimilés	5 442	5 154
	Salaires et traitements	41 933	33 658
	Charges sociales	12 802	10 656
	Dotation aux amortissements et dépréciations	4 274	4 364
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		37 000
	Autres charges	639	135
	Total des charges d'exploitation	173 632	264 235
RESULTAT D'EXPLOITATION		7 773	30 343

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

RESULTAT D'EXPLOITATION		7 773	30 343
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	3 976	1 970
	Total des produits financiers	3 976	1 970
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	410	465
	Total des charges financières	410	465
RESULTAT FINANCIER		3 566	1 506
RESULTAT COURANT avant impôts		11 339	31 849
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	329	
	Total des charges exceptionnelles	329	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(329)	
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		107	(6)
TOTAL DES PRODUITS		185 381	296 548
TOTAL DES CHARGES		174 477	264 694
EXCEDENT ou DEFICIT		10 904	31 855
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat		72 506	76 192
TOTAL		72 506	76 192
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole		72 506	76 192
TOTAL		72 506	76 192

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière, en l'occurrence le plan comptable général fixé par les autorités des normes comptables en son règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, et dans le respect du principe l'image fidèle, de la comparabilité et de la continuité de l'activité, de la permanence des méthode, (PCG.art.121-1, art.121-2 et art.121-5) et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général. Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes annuels afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Changement de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.
Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

Le bilan de l'exercice présente un total de **554 582 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **185 381 euros** et un total **charges** de **174 477 euros**,dégageant ainsi un **résultat** de **10 904 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base (PCG.art.121-3 et art.121-4) :

- régularité,
- sincérité,
- importance relative,
- prudence.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Options retenues dans le traitements des actifs dans le cadre du règlement ANC n° 2014-03 section 4 sous section 2, art.214-9.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes sont comptabilisés en charges.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les intérêts des capitaux empruntés pour financer un actif ne sont pas activés.

Les frais de développement sont comptabilisés en charges.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens et de la durée d'usage des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires et financiers. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La décomposition des immobilisations antérieures au 1er Janvier 2005 n'a pas trouvé à s'appliquer.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

* concessions et droits similaires	1 à 3 ans
* installations, agencements, aménagements sur constructions	10 ans
* matériel et outillage	3 à 5 ans
* installations, agencements, aménagements divers	10 ans
* matériel de transport	3 à 5 ans
* matériel de bureau et matériel informatique	3 à 5 ans
* mobilier	10 ans

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Subventions d'investissement

L'association a décidé d'appliquer les recommandations préconisées par la Compagnie nationale des commissaires aux comptes et le Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables mentionnées dans le guide "Associations". Les quotes-parts des subventions d'investissements virées au résultat de l'exercice sont comptabilisées sur le compte 7571 "quotes-parts des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice". Cette imputation permet de faire figurer en résultat d'exploitation les dotations d'amortissement et les quotes-parts de subventions d'investissements. Seules les quotes-parts de subventions d'investissement afférentes à des biens sortis en cours d'exercice figureront en résultat exceptionnel.

Engagements indemnités de départ à la retraite

Les indemnités de départ à la retraite sont évaluées à partir des effectifs réels de l'association à la fin de l'exercice en tenant compte de l'ancienneté acquise à cette date et de l'ancienneté qui sera acquise à la date de départ en retraite. L'écart constaté entre l'engagement constaté à la date de clôture de l'exercice et à la date de départ en retraite est ensuite réparti sur le nombre d'année restant à courir et incrémenté sur le montant de l'engagement constaté à la date de clôture. Elles sont comptabilisées pour leurs montants bruts chargés et portées sur le compte "provisions pour pensions et obligations similaires" au passif du bilan. Leur calcul tient compte des accords conventionnels et du Code du travail.

Annexe libre 2

Etat exprimé en **euros**

ACTIVITES DE L'ASSOCIATION

Le Comité régional UFOLEP PACA a été créé en date du 13 octobre 2003. Le comité a pour but d'assurer l'éducation par le sport sur la région Provence Alpes Côte d'Azur en organisant et en promouvant toute activité physique comme moyen d'éducation et de culture par le sport d'intégration et de participation à la vie sociale, afin de former des sportifs et des citoyens. Il a pour vocation de susciter, d'organiser, de coordonner et de mutualiser toutes ces activités sur la région sud avec le souci de contribuer à l'épanouissement sportif de chacun, en donnant sans discrimination aucune, la possibilité de pratiquer des activités physiques, sportives et de pleine nature, en propageant sa conception du sport pouvant aller de la saine détente dans le cadre de loisirs jusqu'à la compétition, si elle est formatrice, amicale désintéressée et respectueuses de la santé des pratiquants, illustrant ainsi sa devise d'une autre idée du sport.

Le comité développe aussi des actions de formations diplômantes ou non en faveur des adhérents ou d'autres usagers : certifications professionnelles dans l'animation de loisirs sportifs, brevets fédéraux UFOLEP.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

le conflit russo ukrainien n'a pas d'impact sur nos activités. En revanche, nous assistons à une progression importante de nos achats et charges externes.

Aucun événement particulier n'est à signaler.

BENEVOLAT

De part nos activités, l'association a recours au bénévolat.. Il a fait l'objet d'un chiffrage et d'un enregistrement dans nos comptes annuels, décompte horaire avec un taux moyen.

Les principaux axes d'emploi du bénévolat sont les suivants :

- * Manifestations sportives,
- * Commissions vie sportive,
- * Réunions statutaires,
- * Formations sportives fédérales et qualifiantes,

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			1 669
BNP LEASE SHARP MX 2651	01/01/2024 31/12/2024	1 239	
APAC AVM	01/01/2024 31/12/2024	431	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			1 669

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION				20 670
PARTICIPATIONS AUX STAGES & FORMATION	01/01/2024 30/06/2024		20 670	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL				20 670

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2023	31/12/2022
Dons en nature NON APPLICABLE		
Prestations en nature NON APPLICABLE		
Bénévolat		
BENEVOLAT SUR MANIFESTATIONS SPORTIVES	20 700	20 900
BENEVOLAT SUR COMMISSIONS SPORTIVES	469	494
BENEVOLAT SUR FORMATIONS FEDERALES	15 120	10 378
BENEVOLAT SUR FORMATIONS QUALIFIANTES	36 217	44 420
	72 506	76 192
Total	72 506	76 192

Répartition par nature de charges	31/12/2023	31/12/2022
Secours en nature NON APPLICABLE		
Mise à disposition gratuite de biens NON APPLICABLE		
Prestations NON APPLICABLE		
Personnel bénévole		
BENEVOLAT SUR MANIFESTATIONS SPORTIVES	20 700	20 900
BENEVOLAT SUR LES COMMISSIONS SPORTIVES	469	494
BENEVOLAT SUR FORMATIONS FEDERALES	15 120	10 378
BENEVOLAT SUR FORMATIONS QUALIFIANTES	36 217	44 420
	72 506	76 192
Total	72 506	76 192

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Produits à recevoir	
-------------------------------	--

Charges à payer

Etat exprimé en euros		31/12/2023
Total des Charges à payer		18 472
Dettes fiscales et sociales		18 472
DETTE PROVISIONNEE S/CONGES	6 913	
CH.SOCIALES A PAYER S/CONGES	2 387	
ETAT CH.A PAYER S/CONGES	411	
ETAT CHARGES A PAYER	8 759	

Variation des Fonds Reportés

Etat exprimé en euros		Fonds reportés clôture 31/12/2022	Report	Utilisation	Fonds reportés clôture 31/12/2023
Fonds reportés liés aux legs ou donations					
TOTAL					

NIA

Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

Fonds dédiés clôture 31/12/2022	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	
		Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

Subventions d'exploitation							
ANS SPORT SANTE	3 500		3 500				
FONDS DEDIES SESAME	33 500		33 500				
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	37 000		37 000				

--

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	200 000				200 000
Fonds propres avec droit de reprise	6 000				6 000
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	173 700	32 000			205 700
Autres réserves					
Report à nouveau	192	(145)			47
Excédent ou déficit de l'exercice	31 855	(31 855)	10 904		10 904
Situation nette	411 747		10 904		422 651
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	411 747		10 904		422 651

Legs, donations et assurances-vie

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

PRODUITS Montant perçu au titre d'assurances-vie Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9 Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations Total des produits		
CHARGES Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés Report en fonds reportés liés aux legs ou donations Total des charges		
SOLDE		

N/A

Variation des Subventions d'Investissement

Etat exprimé en euros	Subventions à la clôture 31/12/2022	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2023
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement				
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal				
Quotes-parts virées au compte de résultat				

NEANT

Crédit-Bail

Etat exprimé en euros

Terrains

Constructions

Matériels et
outillages

Autres

31/12/2023

VALEUR D'ORIGINE

AMORTISSEMENTS

Cumul exercices antérieurs

Dotation exercice

TOTAL

REDEVANCES PAYEES

Cumul exercices antérieurs

Redevances Exercice

TOTAL

REDEV. RESTANT A PAYER

à 1 an au plus

entre 1 et 5 ans

à plus de 5 ans

TOTAL

VALEUR RESIDUELLE

à 1 an au plus

entre 1 et 5 ans

à plus de 5 ans

TOTAL

MONTANT PRIS EN CHARGE
DANS L'EXERCICE

NEANT

Dettes garanties par des Sûretés Réelles

Etat exprimé en **euros**[illegible]

--

Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

INFORMATION FOURNIE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 20 DE LA LOI N° 2006-586 DU 23 MAI 2006 RELATIVE AU VOLONTARIAT ASSOCIATIF ET A L'ENGAGEMENT ASSOCIATIF, SUR LE MONTANT DES REMUNERATIONS ET AVANTAGES EN NATURE VERSES AUX TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS, BENEVOLES OU SALARIES.

LES MEMBRES DU BUREAU DE L'ASSOCIATION NE SONT PAS REMUNERES, NOTAMMENT LE PRESIDENT, LE SECRETAIRE, ET LE TRESORIER. L'INFORMATION DU SEUL CADRE DE L'ASSOCIATION N'A PAS ETE FOURNIE EN RAISON D'UNE LECTURE DIRECTE DE CET ELEMENT.

Engagements financiers

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Engagements
financiers donnésEngagements
financiers reçus

Effets escomptés non échus

Avals, cautions et garanties

Engagements de crédit-bail

Engagements en pensions, retraite et assimilés
ENGAGEMENT RETRAITE

Autres engagements

Total des engagements financiers (1)

(1) Dont concernant :

Les dirigeants

Les filiales

Les participations

Les autres entreprises liées

Effectif moyen

		31/12/2023	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		1	
	Professions intermédiaires			
	Employés		1	
	Ouvriers			
	TOTAL		2	

--

Sociétés Mères consolidant les comptes

31/12/2023

N/A

Filiales et participations

	31/12/2023	Capitaux propres	quote part détenue en pour cent	Résultat du dernier exercice clos
A. Renseignements détaillés 1. Filiales (Plus de 50 %) 2. Participations (10 à 50 %)				
B. Renseignements globaux 1. Filiales non reprises en A. a) françaises b) étrangères 2. Participations non reprises en A. a) françaises b) étrangères				

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros		31/12/2023
Total des produits exceptionnels		
Total des charges exceptionnelles		329
Charges exceptionnelles sur opération en capital		329
V.N.C. ELTS ACTIFS CEDES	329	
Résultat exceptionnel		(329)

NEANT

Transferts de charges

Etat exprimé en **euros**

31/12/2023

[illegible]

NEANT

Annexe libre

Etat exprimé en euros

CONTRAT DE LOCATION LONGUE DUREE

BNP LEASE CONTRAT A1E64962 001 63 MOIS DU 01/08/2019 AU 31/12/2024
PHOTOCOPIEUR SHARP MX 2651 VALEUR DU MATERIEL 4.290,00 € H.T. / 5.148,00 € T.T.C.
21 ECHEANCES TRIMESTRIELLES DE 258,04 € H.T. / 309,64 € T.T.C.

ENCOURS DES LOYERS RESTANT A PAYER AU 31/12/2023

A UN AN AU PLUS

1.239 €

A PLUS D'UN AN ET CINQ AU PLUS

0 €

ENGAGEMENT RETRAITE

Le montant de l'engagement retraite au 31/12/2023 s'élève à la somme de 5.733 €